



Génocide à Gaza : le moment de reconquérir l'agentivité palestinienne

Description

La reconstruction physique du territoire d'État doit s'accompagner d'une stratégie concertée de reconstruction politique.



Manifestation en soutien aux prisonniers palestiniens, Hébron (Al-Khalil), Cisjordanie, le 10 février 2026 Photographie : Mosab Shawer image : activestills

Par Alaa Tartir, le 23 février 2026

Au milieu de l'érosion du projet national palestinien, de l'absence d'un programme politique unifié et d'un leadership efficace, de la fragmentation du corps politique, et de la désorientation qui accompagne tout cela, les Palestiniens se trouvent aujourd'hui à un carrefour historique et existentiel.

En ce moment défini par l'expansion des « zones grises » et de l'ambiguïté, devenues composantes intégrales du système colonial et de ses structures de contrôle et de domination il est plus nécessaire que jamais de discuter, d'analyser et de clarifier les atouts que les Palestiniens possèdent encore.

Ce sont ces outils qui pourraient faire passer les Palestiniens d'un état de défaite, de faiblesse et de désorientation à une meilleure position pour faire face aux tentatives israéliennes

constantes de l'effacement de l'identité et de l'existence palestiniennes.

Cela exige, par nécessité, un processus sérieux et sincère de l'introspection et de l'autocritique de la condition préalable à la construction d'un avenir différent, de quelque chose fondamentalement nouveau, en phase avec les réalités du moment présent, les conséquences du génocide, et l'attachement politique collectif du mouvement national palestinien.

Au cours des trois dernières décennies, ce mouvement national n'a pas réussi à établir un corps politique palestinien résilient, capable de manœuvrer et de s'adapter de manière principale et visionnaire aux transformations structurelles qui s'opèrent aux niveaux régional et mondial. Plus important encore, ce mouvement n'a pas su bâtir un cadre national inclusif, faisant autorité, légitime et efficace, sous lequel des Palestiniens de diverses orientations politiques pourraient se rassembler ; un parapluie politique représentatif, suffisamment large pour accueillir des visions politiques différentes.

L'unité ne signifie pas que les identités palestiniennes doivent se dissoudre et se fondre dans un programme politique unique. Une telle conception contredit le pluralisme politique. L'unité réside plutôt dans l'interaction, l'intersection, l'engagement et le désaccord entre les programmes politiques, dans le cadre d'un objectif commun pour un avenir libre qui place la liberté, la dignité, l'autodétermination et le retour comme buts collectifs.

La politique d'exclusion

La politique d'exclusion, qui croise l'objectif colonial de fragmentation, a été mise en pratique par les acteurs dominants du mouvement national palestinien – notamment au cours des deux dernières décennies – à travers l'institutionnalisation et l'enracinement des divisions intrapalestiniennes, et l'affaiblissement qui en résulte du projet national.

Ainsi, la lumière de ce qui est devenu évident au cours des deux dernières années – et compte tenu de la manière dont le Fatah et le Hamas ont réagi aux transformations régionales en cours – la responsabilisation et le bilan politique des forces à l'origine de la division palestinienne ne sont pas un luxe. Il s'agit d'une composante essentielle de tout processus transformateur, y compris la reconstruction de Gaza, si l'objectif est d'inaugurer une nouvelle phase politique qui tire les leçons du passé et à l'œuvre la légitimité, la représentation, et la centralité du peuple dans la politique.

Le moment actuel, et la forme encore émergente du processus de reconstruction à Gaza, offre un point d'entrée critique qui ne doit pas être gaspillé. C'est une opportunité de responsabilisation, et de pose de nouvelles fondations pour une pratique politique palestinienne collective.

« Ce pacte pour Gaza pourrait constituer un chapitre d'une plus large « charte de la liberté » pour un dialogue national palestinien global fondé sur la réflexion critique » •

La reconstruction matérielle et physique doit s'accompagner d'une sérieuse reconstruction politique : reconstruire la politique et la gouvernance palestiniennes de manière à redéfinir la nature des institutions politiques, du leadership, de la vision et du dialogue national.

Cela exige également de repenser le discours politique, les stratégies d'action politique, les formes et les outils de résistance, ainsi que les rôles des institutions et de la société civile, sur une voie qui rapproche les Palestiniens de la liberté plutôt que de simplement adapter les politiques et les actions pour améliorer les conditions de vie sous le colonialisme.

Pour s'engager dans un tel processus transformateur, il est nécessaire d'identifier les lieux et les piliers de l'auto-pouvoir palestinien, et d'y investir. Cela va au-delà de l'importance centrale de la présence, de l'existence et de la résilience palestiniennes face aux tentatives constantes d'Israël de déracinement.

La présence, l'existence et la résilience elles-mêmes nécessitent un renforcement, une alimentation et un soutien, permettant leur évolution d'une posture passive en une force génératrice ; d'une endurance statique en une action engagée. Le potentiel transformateur de ces qualités requiert un leadership visionnaire, des mécanismes institutionnels et des canaux d'action politique efficace.

Avantages compétitifs

En tant que société-mouvement social, caractérisée par un dynamisme social, les Palestiniens possèdent des avantages compétitifs, capables dans leur essence de convertir la force en action lorsque certaines conditions existent : leadership, institutions fonctionnelles, vision, participation et responsabilisation.

Il ne s'agit pas d'identifier d'axes inaccessibles ; ils nécessitent simplement une réorientation de la boussole de l'action politique palestinienne vers une posture engagée, combative et confiante en elle-même, s'appuyant sur des sources de force interne clairement identifiées.

Après deux ans de génocide, la tâche de construire une « matrice de l'auto-pouvoir palestinien » apparaît plus urgente que jamais. Cette matrice, qui devrait émerger d'un travail collectif, doit cadrer les forces palestiniennes existantes : le capital humain et social, une société civile engagée et active, des mécanismes de résilience et de résistance, des pratiques entrepreneuriales dans divers secteurs, et des groupes sociaux marginalisés capables de conduire le changement, entre autres.

Après des expériences répétées de défaite, de faiblesse et de désorientation, une telle matrice pourrait constituer une étape vitale vers la construction d'un « menu d'espoir » au milieu d'une immense douleur.

Ce « menu » pourrait devenir un point de référence pour revitaliser l'action palestinienne, en mettant en lumière les domaines de force interne ouverts à l'investissement et au développement, et en rappelant aux Palestiniens eux-mêmes les capacités qu'ils ont dont beaucoup ont cherché à être dépeintes par des acteurs internationaux et locaux au fil des décennies.

Le moment est venu de reconquérir les sources de pouvoir en termes pratiques et tangibles, permettant un changement transformateur durable sur le long terme. La reconstruction physique et matérielle est importante, mais comme l'expérience le montre maintes reprises, les bâtiments sont vulnérables à une destruction rapide par les forces coloniales. Les sources

organiques de force enracinées dans les capacités palestiniennes, en revanche, se renforcent lorsqu'elles sont transformées de simples outils de survie en agents actifs de changement.

Pour réaliser les stratégies mentionnées ci-dessus, un troisième pilier est nécessaire : un pacte ou une charte organisatrice pour Gaza, qui définirait des principes directeurs, des fondements fondamentaux, des mécanismes de responsabilisation, et une vision pour l'avenir de Gaza appartenant aux populations locales, s'appuyant sur le travail de la société civile palestinienne au cours des deux dernières années. Ce document pourrait aider à tracer une voie alternative aux plans actuellement conçus par l'administration Trump pour les Palestiniens à Gaza et au-delà.

Ce pacte pour Gaza pourrait constituer un chapitre d'une plus large « charte de la liberté » pour un dialogue national palestinien global fondé sur la réflexion critique. Un tel dialogue adopterait une approche holistique de la reconstruction, qui inclut nécessairement la reconstruction de l'agentivité politique centrée sur les personnes et la participation populaire, alors que nous nous acheminons vers un avenir dans lequel les Palestiniens déterminent leur propre destin.

Traduction pour l'Agence Média Palestine : L.D

source : [Middle East Eye](#)

date créée
2026/02/23